Macron tue la souveraineté française au travers de son industrie

Le 19-10-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Lors de la vente en octobre 2014 de la branche Energie d'Alstom à l'américain General Electrique (GE), s'opposant à toute nationalisation de cet actif stratégique, Macron déclarait : *« C'est l'actionnaire qui décide, nous ne sommes pas au Venezuela »*

De ce fait la France a perdu le contrôle de la filière nucléaire, dont celui de la maintenance aux mains des américains, des turbines Arabelle équipant nos 58 centrales nucléaires qui fournissent 75% de notre électricité. De même, les Etats-Unis peuvent désormais bloquer nos armements maritimes.

Nous vivons actuellement la suite de l'histoire. Ce qui reste d'Alstom, le ferroviaire, est livré à l'allemand Siemens (ex convoyeur de déportés d'Auschwitz et de prisonniers de guerre français).

L'Etat aurait pu lever l'option de rachat à Bouygues de 20% du capital que ce dernier détient dans Alstom. Cela lui aurait coûté 1,5 milliard, mais il aurait pu empocher en octobre 2018, 20% des dividendes exceptionnels de 1,7 milliards, soit 353 millions provenant en partie du produit de la vente pour 2,5 milliards à GE des participations dans les co-entreprises dans les réseaux, l'hydraulique et l'éolien, ainsi que prévu dans les accords de juin-novembre 2014.

Ce démantèlement d'Alstom au mépris de notre souveraineté énergétique et de l'emploi en France (GE qui avait promis en 2014 de créer 1 000 emplois d'ici 2018, vient d'annoncer qu'il supprime 345 postes sur 800 dans les ateliers et centre de recherche à Grenoble, après un plan d'environ 700 en Ile-de-France) aura rapporté 4 puis 1,7 milliard de dividendes exceptionnels aux actionnaires en 2014 et 2018 respectivement dont, au total, 1,7 milliard à Bouygues qui possède 30% du capital d'Alstom et souhaite s'en débarrasser.

Ces généreuses distributions permettront de bien récompenser Bouygues, de décider les autres actionnaires et en pompant la trésorerie d'Alstom, d'en diminuer la valeur et ainsi d'offrir entre 50,01 et 51% du capital de l'entité fusionnée, soit la majorité à Siemens dans ce « rapprochement entre égaux », conseillé par Rothschild (tient !!!!).

Macron ferait-il n'importe quoi pour satisfaire Mme Merckel et son grand frère américain ?

Du côté de la fibre européenne, les Chantiers de Saint-Nazaire, qui devaient être nationalisés, sont vendus à l'italien Ficantieri .

Religions libérale et européiste obligent !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire